



Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs

Programme d'Action Régional pour le Développement Economique et Intégration Régionale

Projet No. 3.1.2

Bassins Transfrontaliers de Développement

Mars 2006 Rev. 30 août 2006
Original : Anglais

Introduction

Conscient des défis majeurs en termes de stabilité, de reconstruction et de développement des pays dans la Région des Grands Lacs, les chefs d'Etat et de gouvernement dans leur Déclaration de Dar–Es-Salaam signée le 20 novembre 2004, ont décidé de lancer l'initiative de mise en place d'une "Zone Spécifique de Reconstruction et de Développement" (ZSRD).

Plus spécifiquement, la ZSRD est censée se matérialiser, entre autres, par un Bassin Transfrontalier de Développement ou un triangle de croissance, qui sera l'intégration volontaire des territoires frontaliers de deux ou plusieurs Etats participants. L'objectif principal est d'atteindre le régionalisme local à travers la coopération et l'intégration économiques locales, sur la base d'une histoire partagée, ou d'un intérêt commun pour la gestion ou l'exploitation des ressources naturelles, humaines ou financières ; le but ultime étant de stimuler le développement et de servir de mécanisme de consolidation de la paix.

Le présent document traite du concept de triangles de croissance ou régions de croissance et des questions y relatives. Les triangles de croissance ou zones de croissance (TC/ZC) sont une notion spéciale du concept plus général de coopération économique. Le raisonnement de base de la coopération économique et de l'intégration économique qui en résulte, est qu'il peut contribuer au développement au-delà des frontières nationales.

Du point de vue opérationnel, l'infrastructure est un facteur critique de succès pour le développement de TC/ZC, "condition nécessaire" pour transformer la proximité géographique en liens économiques. Ainsi, n'importe quel TC/RC proposée pour la Région des Grands Lacs aura des liens efficaces avec les projets pertinents d'infrastructures en cours ou prévus, comme le projet du Corridor de Lobito.

Le document de base est constitué en trois (3) sections. La première section a trait au cadre conceptuel dans lequel les rapports entre les zones/triangles transfrontaliers de coopération et de croissance sont décrits. Le cadre institutionnel pour la consultation sous-régionale et l'élaboration des projets constitue le thème de la deuxième section. La question générale du besoin des cadres institutionnels appropriés dans le développement des triangles de croissance y est discutée. Une illustration d'un projet typique de triangle de croissance est présentée sous la troisième section, où le développement conjoint des ressources du lac Victoria par les pays concernés a été présenté.

Le Concept des triangles de croissance ou zones de croissance

Il est évidemment plus facile qu'un gouvernement intervienne dans une économie sur laquelle il a une juridiction immédiate et directe. Il est plus difficile de gérer le régionalisme qui fonctionne à travers un cadre multilatéral de gouvernement. L'une des façons les plus appropriées de gérer le régionalisme, en particulier lorsqu'on doit traiter des questions de sous régions, c'est à travers un cadre institutionnel dit de "zones de croissance".

Les Zones de croissance (ou "triangles de croissance" ou "zones économiques sous régionales " (ZESR), comme de tels zones sont souvent appelées) sont des associations de deux ou plusieurs nations, ou plus généralement des sous régions des nations, conçues pour encourager la coopération économique régionale. Leur but primaire est d'atteindre un avantage comparatif dans la production de produits d'exportation. Ceci est caractéristiquement réalisé par une combinaison des interventions politiques du secteur public favorable au marché et des investissements du secteur privé, conçus pour à la fois profiter des complémentarités économiques existantes et latentes, et affermir un avantage comparatif, la paix et la sécurité pour la zone et pour favoriser les avantages concurrentiels des entreprises situées au sein de la zone de croissance.

Les zones de croissance sont des mécanismes "flexibles" qui peuvent être utilisés pour favoriser le développement, la paix et la sécurité. Les zones de croissance sont généralement non encombrées par les formalités liées aux accords plus conventionnels et codifiés caractérisant les zones de libre échange et des unions douanières. Les cadres des zones de croissance accordent aux sous régions participantes la flexibilité et la latitude avec lesquelles les politiques du secteur public coordonnées sur une base sous régionale peuvent être formulées, adoptées et changées et les investissements frontaliers et la coopération du secteur privé peuvent être efficacement mis en oeuvre.

Les zones initiales de croissance en Asie ont été relativement fondées récemment, vers la fin des années 80, et étaient généralement des sous régions géographiques compactes et marquées par des complémentarités économiques et souvent dominées par un "pays d'ancrage". Par exemple, l'investissement au niveau de Hong Kong a favorisé l'existence du triangle de croissance de la Chine méridionale, et les initiatives de Singapour ont favorisé le SIJORI (triangle de croissance de Singapour - Jonor et - Batam). Hong Kong et Singapour ont utilisé les sous régions sous-développés adjacentes comme source de propriété foncière et de main d'oeuvre bon marché pour la fabrication des marchandises destinées aux marchés mondiaux. À la lumière du succès des régions méridionales de la Chine et du SIJORI, un nombre croissant d'États et de sous régions d'Asie se sont intéressés au concept de zones de croissance et la carte de l'Asie comporte maintenant de nombreuses zones de ce genre (voir le tableau à la page suivante).

Coopérations transfrontalières et Zones /Triangles de croissance: Quelques Discussions Théoriques.

Les ZC/TC ont évolué depuis la fin des années 1980, se connectant fréquemment par interface à de plus grands espaces politiques tels que le développement régional ou la planification régionale, l'intégration économique régionale, la coopération transfrontalière, et le développement industriel et le secteur de fabrication. L'évolution des ZC/TC a été influencée par ces mêmes plus grands espaces politiques, soit par le dialogue direct avec des experts dans les domaines des politiques ou par un processus d'apprentissage au sein des ZC/TC elles-mêmes. Les interfaces mentionnées ci-haut sont nombreux, diversifiés et compliqués et, à bien des égards, le débat autour des implications politiques du programme des ZC/TC n'est juste qu'à l'étape de commencement, en partie parce que seulement les impacts de quelques ZC/TC ont été suivis, ou parce que les impacts doivent encore être démontrés.

Le présent document considère quelque uns des domaines ou sujets politiques principaux auxquels le programme ZC/TC est lié par interface. Il met l'accent également sur certains des débats dans ces domaines et montre leur relations/pertinence par rapport à, (ou influence sur) les "zones économiques spéciales". De façon claire, c'est un vaste sujet et la présente contribution ne prétend pas de préconiser un débat entièrement développé.

Le désir des pays développés et des pays en voie de développement à la fois, de mieux utiliser leurs ressources afin de parvenir à une plus grande équité dans la distribution de la richesse et des revenus au plan national, a conduit ces nations à essayer l'aménagement du territoire et le développement régional, en utilisant diverses interventions. À cet égard, il existe différentes écoles de pensée. À partir des années 60, ces interventions ont été dominées par l'approche keynésienne typique, notamment "... la redistribution de revenus et les politiques d'assistance sociale pour stimuler la demande dans les régions les moins favorisées (RMF) et l'offre des incitations de l'Etat (aide publique pour l'améliorations des infrastructures) à différentes sociétés pour s'implanter dans de telles régions de développement" (Amin, 1998) tandis que de telles approches ont eu un certain succès en termes d'améliorations remarquables dans la compétitivité et le potentiel de développement, elles ont eu l'impact limité sur la production et la croissance endogènes. Une croissance endogène doit être comprise ici comme la croissance qui est localement mobilisée et vient des interdépendances locales et qui doit donc probablement être plus durable.

Lewis et Bloch (1998) soutiennent que les programmes d'incitation nationaux (que ce soit des allègements fiscaux ou des subventions) produisent rarement les résultats escomptés et peuvent en fait avoir l'effet opposé d'empêcher le développement industriel. De même, ce n'est pas toujours le développement des infrastructures qui est le catalyseur de la croissance - certains des secteurs industriels les plus dynamiques du monde sont souvent dans des endroits n'ayant pas d'infrastructures adéquates. Ils soutiennent également que ce n'est pas l'existence d'une industrie d'essor qui crée la base de la croissance régionale, mais que c'est l'effet entre toutes ces ressources critiques, ainsi que la nature et l'ampleur

des facteurs différemment désignés sous les noms de capital social, capacité institutionnelle ou règles du jeu.

Tandis que ce qui précède ne doit pas suggérer qu'il n'y ait aucune possibilité pour que le gouvernement poursuive la stratégie spatiale ou que la stratégie spatiale est en soi erronée (bien que certains voudraient que la politique régionale ne soit plus appropriée) l'idée est que les éléments combinés des approches du passé peuvent à la fois ne pas réussir et être coûteuses.

Amin (1998) qui considère une région comme source renouvelée et importante de compétitivité dans la nouvelle économie politique qui se mondialise, continue à suggérer un certain nombre d'actions spécifiques qui pourraient être prises en vue d'appuyer la pensée naissante du capital social/institutionnel liée au développement régional. Celles-ci incluraient : le renforcement des réseaux d'association au détriment de l'individu ; l'encouragement de l'expression populaire, de la négociation et des rationalités récursives du comportement ; l'encouragement de la croissance des organismes au delà des sphères de l'Etat et des institutions mercantiles (des agences de développement aux organismes d'affaires et à la représentation politique autonome) ; la création d'institutions locales fortes à large base (en développant la base d'approvisionnement - l'éducation et les aptitudes d'innovation) ; et finalement, travailler sur et trouver des solutions aux questions qui sont spécifiques au contexte et sensibles aux approches locales (y compris l'appui aux groupes d'industries qui sont en corrélation, qui se trouvent enracinées dans les aptitudes et/ou la base de possibilités de la région – en aidant à garantir un avantage comparatif et une spécialisation locale). Tirant en grande partie de la théorie de la croissance endogène, Amin (1998) établit que certains endroits localisés peuvent développer certains des éléments principaux de la croissance et de la compétitivité hors des processus de regroupement et de spécialisation spatiales. Ces endroits localisés tirent profit des économies d'échelle des agglomérations et des avantages liés à la spécialisation. Cet argument représente un léger décalage, loin de la concentration traditionnelle sur l'agglomération pure et simple comme pierre angulaire pour la compréhension de la "proximité territoriale."

En reliant ces arguments aux ZC/TC, il est important de réitérer que le programme de ZC/TC n'a pas été lancé comme étant un programme complet de politique régionale. Néanmoins, le progrès dans la pensée sur la politique économique régionale, loin des approches orthodoxes traditionnelles, offre clairement un rôle intéressant aux ZC/TC dans la conception future de la politique économique régionale. Une approche qui combine les avantages spécifiques du ZC/TC (tels que le projet : cadrage spécifique) avec les actions politiques identifiées ci-dessus par Amin, a du mérite si l'on considère certaines des limites expérimentées dans les diverses aventures de coopération économique à travers le monde.

En ce qui concerne les types de projets visant de produire un développement socio-économique d'envergure le débat est encore ouvert. Comme indiqué par M. Walker (2000) des discussions considérables ont eu lieu dans le monde entier concernant les mérites et les inconvénients des stratégies d'industrialisation basées sur les ressources, en particulier en termes de leur capacité à stimuler l'emploi local. On argumente qu'en général, ce sont de

petits générateurs directs d'emplois et elles restent dépendantes d'une main-d'oeuvre fortement bien formée "

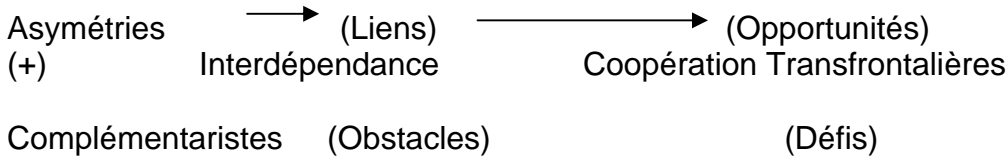
Bek et Taylor (2001) dans le contexte des "corridors de développement" ont soutenu que la "convenance ou non de favoriser de tels projets intensifs, qui demandent une énorme masse de capitaux, dans une région ayant un excédent d'emplois, reste évidemment controversée. En outre, la qualité et la nature des opportunités d'emplois offertes par ces méga projets restent problématiques, dans le sens des emplois payés au plus bas prix et des emplois de très courte durée, avec un transfert minimal de connaissances professionnelles. Promouvoir des industries de bas niveau (agricoles par exemple) stimulerait certainement un degré de transfert de connaissances professionnelles et la participation de la communauté, dont une grande partie constitue un réservoir de main-d'oeuvre intensive."

Ce qui a émergé clairement de la discussion, c'est que là où une approche industrielle basée sur les ressources a été réussie, elle a été en grande partie due au développement d'un groupe d'industries en amont et en aval, et des services liés à l'investissement majeur initial. Cet argument semble également gagner en crédibilité dans l'approche des ZC/TC où (les programmes « d'interface » ou programmes « par groupage » tournant autour des projets d'investissement principaux sont établis.

La nécessité de comprendre le contexte stratégique des frontières internationales et des régions frontalières est également particulièrement appropriée au ZC/TC, puisque la plupart des initiatives sont transfrontalières en nature. Comme indiqué par Clément (1999), "en dépit d'un intérêt croissant pour les régions limitrophes et d'une croissance correspondante de la littérature dans ce domaine ces dernières années, la plupart des travaux d'universitaires a été orienté vers les régions géographiques spécifiques et/ou des zones fonctionnelles spécifiques. Peu d'attention a été accordée sur la théorie de coopération transfrontalière, particulièrement le type de théorie qui peut être utile aux praticiens qui sont chargés de gérer des projets concrets dans un cadre transfrontalier."

L'analyse et la théorie économiques traditionnelles ont tendance à considérer les frontières internationales comme des entraves aux échanges et les régions transfrontalières comme faisant vraiment partie de la périphérie. Toutefois, pendant la dernière décennie, un ensemble de facteurs économiques, politiques et autres facteurs stratégiques changeant rapidement, se sont combinés pour changer la nature des frontières, en particulier en Europe de l'ouest et en Amériques, et de plus en plus dans d'autres régions du monde, y compris en Afrique. Conduit plus récemment par l'innovation technologique, la nouvelle Economie est caractérisée par un environnement économique international de plus en plus ouvert et concurrentiel. Ces caractéristiques, conjugués à d'autres facteurs, ont changé les modèles traditionnels de l'activité économique et les régions précédemment "périphériques" se trouvent elles mêmes avec de nouvelles opportunités économiques. La capacité de transformer ces opportunités en réalités et de les soutenir exige des capacités de "régionaliser" le processus de prise de décision et de comprendre clairement les problèmes complexes et fréquemment déconcertants dans ces régions transfrontalières. Ceci exige un

cadre conceptuel pour l'analyse et la compréhension des fonctions changeantes des frontières internationales. Le diagramme suivant illustre les éléments essentiels et les caractéristiques sur la façon dont les rapports transfrontaliers se développent dans le temps.



Les Sous régions qui sont adjacentes à des frontières internationales sont susceptibles d'être asymétriques en termes d'au moins un des aspects suivants :

- Géographie (en termes de ressources, topographie, environnement bâti)
- Démographie (taille, croissance, appartenance ethnique, densité),
- Economie (facteurs de richesse, structure des inputs et des rendements, ainsi que le niveau général du développement et les taux de croissance à long terme),
- Politique (structure, organisation des fonctions gouvernementales, et des pratiques en matière de systèmes/pratiques juridiques), et
- Culture (histoire, langue, coutumes)

Les asymétries géographiques et économiques tendent à provoquer des flux transfrontaliers positifs dans le commerce/les échanges au sein des réseaux formels et informels d'affaires afin d'exploiter les opportunités.

Les asymétries politiques et culturelles sont souvent associées à des difficultés/obstacles. De même, les sous régions au delà des frontières internationales sont susceptibles de contenir des complémentarités en ce qui concerne la structure et le coût des inputs (caractéristiques de la main-d'oeuvre, capital, esprit d'entreprise et base de la ressource) et des outputs (production des biens et services).

Les asymétries et les complémentarités qui sont présentes dans les régions transfrontalières sont combinées pour créer des niveaux variables d'interdépendance entre les sous régions constituées. Cette interdépendance opère une grande variété de flux ou liens frontaliers légaux et illégaux (à des niveaux variables). Ceux-ci incluent les flux de biens (matières premières, produits intermédiaires et produit finis), flux humains (affaires, tourisme etc.) flux de ressources/flux environnementaux (débit et qualité de l'eau, pollution atmosphérique, ressources biologiques, etc..) et la diffusion culturelle et technologique transfrontalière. Pareillement, cette interdépendance est influencée par les obstacles qui incluent le langage culturel et les différences historiques ainsi que les différences institutionnelles qui rendent la prise de décision difficile.

Toutes les asymétries, complémentarités, liens et obstacles cités ci-dessus se combinent pour créer des opportunités (situations qui, si l'on s'y attache, pourraient créer la prospérité et améliorer la qualité de la vie et réduire les conflits transfrontaliers) et des défis (situations qui, si l'on agit pas, pourraient réduire la prospérité et le qualité de la vie et augmenter le risque de conflits transfrontaliers). D'un point de vue économique, il y a trois concepts de base qui soutiennent la notion de la coopération transfrontalière (CT). Ce sont les économies d'échelle, les externalités et les coûts de transaction. Le concept d'économies d'échelle est associé à la création des infrastructures physiques transfrontalières pour faciliter le développement, et va des routes et des ports, des équipements sociaux tels que ceux relatifs à la santé et à l'éducation aux efforts régionaux pour promouvoir le commerce et les exportations de la région ou des perspectives d'avenir en matière de tourisme transfrontalier ou de mettre en exergue le charme inhérent de la Région pour attirer les investissements. Les externalités sont associées aux aspects négatifs tels que les maladies transmissibles et la pollution de l'air et de l'eau, qui peuvent s'étendre aux delà des frontières et augmenter le coût des services de santé et dégrader la qualité de la vie. Les coûts de transaction associés à la conduite des affaires au-delà des frontières vont de la logistique pure aux aspects tels la collecte de l'information, la négociation et faire respecter les accords de commerce entre autres.

La question de la coopération transfrontière devient de plus en plus importante dans le contexte de la paix, de la sécurité et du développement économique de la Région des Grands Lacs. Les principaux domaines de coopération peuvent inclure premièrement, le développement des institutions, tels que l'établissement d'un Comité des Territoires transfrontaliers ou des Commissions des BTD, tel qu'indiqué dans le Protocole sur la ZSRD, (qui est centré sur la promotion du développement socio-économique en général), les efforts de collaboration entre les agences compétentes de mobilisation d'investissement et l'établissement d'une initiative régionale de réseau de tourisme qui pourrait être connue comme réseau de tourisme de la sous région des Grand Lacs (RTRGL).

Deuxièmement, en termes de développement socio-économique, les initiatives principales incluraient le développement des infrastructures de santé et d'éducation ainsi que des infrastructures de télécommunications.

Plus spécifiquement, un effort de coopération transfrontalière impliquant trois pays à même de faciliter le partage des ressources naturelles potentielles pour améliorer la diversité des produits de tourisme ainsi que pour constituer un mécanisme aux termes duquel les ressources et l'expérience sont partagées.

Troisièmement, le développement des postes frontières stratégiquement essentiels peut être conçu et mis en oeuvre conjointement, afin de s'assurer que le mouvement des marchandises et des services est autant que possible exempt de troubles potentiels et que, celui des marchandises, des services illégaux et des personnes soit correctement contrôlé.

Quatrièmement, puisque les terres limitrophes sous-régionales tendent invariablement de posséder les mêmes ressources naturelles, les avantages et coûts liés au développement

de ces ressources, chaque côté de la frontière, devraient également être invariablement partagés.

Identification des facteurs critiques de succès pour une Zone de croissance

L'expérience indique jusqu'ici que la probabilité du succès est augmentée si la zone de croissance est caractérisé par :

- Des complémentarités économiques marquées
- Une proximité géographique entre les sous régions qui constituent la zone de croissance
- Un engagement politique fort démontré par les gouvernements respectifs ;
- Une coordination efficace des politiques parmi les pays participants ;
- Une infrastructure physique et commerciale adéquate ;
- Un secteur privé capable de comprendre que des perspectives existent pour le marché ;
- Des exportations vers des marchés au delà de la zone de croissance ; et
- Des nouveaux centres de consommation au sein de la zone de croissance.

Plusieurs des facteurs de succès ci-dessus énumérés sont à caractère "statique" : c-à-d, des attributs spécifiques et définis qui devraient être présents pour le succès d'une zone de croissance. Egalement importants sont les facteurs "dynamiques" de succès, dont deux doivent être mentionnés ici:

- (i) La capacité de se développer. Une stratégie de zone de croissance doit être envisagée dans le cadre d'une stratégie de développement à plus long terme et devrait se concentrer sur le développement d'une "capacité de se développer", c-à-d, améliorer l'éducation de manière durable, renforcer l'efficacité avec laquelle les secteurs publics et privés sont contrôlés, et fournir l'infrastructure physique et commerciale d'appui. Collectivement, ces améliorations créent une capacité d'autonomie à l'intérieur de la zone pour répondre et gérer efficacement les changements économiques et les circonstances sociales pour ainsi permettre une croissance et un développement durables.
- (ii) La capacité de répondre aux marchés régionaux et mondiaux. Le développement durable et à long terme d'une zone de croissance est probablement basé sur la capacité de mobilisation des exportations. En effet, peu ou pas d'économies peuvent se développer sans recourir aux économies régionales et mondiales environnantes. Les exportations accrues créent des emplois, augmentent les revenus, et produisent des effets stimulateurs sur diverses parties de l'économie. Cela a été l'expérience des sous régions dans d'autres zones de croissance en Asie (par exemple, Singapour-Johor-Batam, et le delta du fleuve de Hong Kong-Pearl).

Plusieurs des facteurs statiques et dynamiques liés aux zones réussies peuvent ne pas entièrement s'adapter à la Région de Grands Lacs. Cependant, fournir une infrastructure physique adéquate et un environnement de paix et de sécurité suffisants ; créer la capacité d'entreprise et répondre positivement aux marchés mondiaux peuvent matérialiser les facteurs statiques et dynamiques.

La question pour la Région de Grands Lacs n'est pas de savoir si la zone est une zone normale de croissance, mais si on peut réaliser des gains importants par le régionalisme. Les aspects suivants sont, entre autres, à considérer: (i) les facteurs qui caractérisent généralement les zones de croissance, tels que les investissements, en utilisant des complémentarités économiques et (ii) les aspects de régionalisme qui ne sont pas uniques aux zones de croissance, tels que le développement par l'exploitation et la gestion conjointes des ressources naturelles communes ; les actions conjointes attirent l'investissement étranger et les actions conjointes favorisent la spécialisation et la régionalisation de la production dans les économies de la sous région. La question est donc de savoir quels sont les avantages qui peuvent être réalisés par la promotion de la coopération économique régionale et du développement.

Les secteurs principaux d'activité pour des triangles de croissance incluent ce qui suit :

Promotion de l'investissement : Explorer les voies pour attirer l'investissement local et étranger dans le triangle de croissance par le marketing, les richesses complémentaires dans la zone, le flux des facteurs de production à travers les frontières, et offrir éventuellement des incitations dans les zones économiques spéciales. Les activités possibles dans le triangle de croissance incluent des stratégies coordonnées de marketing; le développement des capacités institutionnelles pour les organismes locaux d'investissement ; les mesures de coopération inter agences ; des approbations harmonisées et des procédures de normalisation pour les projets d'investissement frontaliers ; la promotion de l'investissement dans la zone TC appropriée; et un système d'échange de l'information sur l'investissement.

Facilitation commerciale : Examiner les approches visant à améliorer l'efficacité des procédures, de la documentation, et de l'échange de données commerciales dans le triangle de croissance. Les activités possibles incluent : l'harmonisation des procédures de douanes et des procédures d'inspections et des exigences requises en termes de documentation, en développant un système cohérent de classification des biens ; des systèmes d'information relatifs au commerce ; des activités communes de promotion des exportations ; en accélérant la question des accords d'échanges commerciaux et établir des normes de qualité à l'exportation pour les produits agricoles.

Collaboration du secteur d'affaires : Mettre en place des mécanismes de coopération entre les secteurs d'affaires dans le triangle de croissance pour soutenir d'autres activités et pour créer une dynamique durable afin de créer l'activité économique. Les activités possibles incluent: la création d'un forum d'affaires du Triangle, organiser des sessions de

mise en réseau, particulièrement dans les domaines du tourisme et de l'agriculture, et assurer des échanges d'information sur les affaires locales.

Chaînes de valeur ajoutée et régime de développement : Examiner profondément le point précédent, développer des réseaux au sein et parmi les secteurs économiques sur toute l'étendue du triangle de croissance, afin de stimuler l'approvisionnement et les chaînes de valeur ajoutée. Explorer en outre la politique et les cadres de normalisation qui stimuleront le développement de groupes d'industries dans le triangle de croissance.

Planification industrielle : Coordonner la planification industrielle parmi les pays membres, sur la base des complémentarités et de la richesse potentielle en ressources. Promouvoir un modèle de coopération industrielle à faire profiter à toutes les sociétés dans le triangle de croissance.

Les Triangles de Croissance /Zones de croissance : Au delà de la logique économique.

Les triangles de croissance ont également des implications sur la paix et la sécurité, ainsi que sur l'intégration sociale et la participation des communautés au développement des régions concernées. Ils favorisent une plus grande coopération et harmonisation des politiques, telles que dans les douanes, probablement les banques et les finances, aux fins de libéraliser le flux des marchandises, des capitaux, et de la main d'œuvre à travers des frontières nationales. Ceci s'applique non seulement au niveau national où les gouvernements essaient de coopérer à réaliser le triangle de croissance, mais cela permet aussi aux autorités locales de formaliser, tout au plus, leurs relations ou, tout au moins, établir des contacts entre eux. En créant plus de liens d'interdépendance entre les économies locales, la force sera moins susceptible d'être utilisée pour régler un conflit, en raison des effets perturbateurs qu'il aurait sur des activités économiques. Par conséquent, les coûts élevés de la violence favoriseraient la paix.

L'histoire de l'Asie du sud-est nous enseigne que plusieurs des Etats impliqués dans les triangles de croissance aujourd'hui ont été des ennemis acharnés dans un passé pas très lointain. Il y a de cela presque quatre décennies, à l'apogée de la politique dite de CONFRONTASI du Président Indonésien Sukarno, qui aurait pu imaginer que Singapour, la Malaisie et l'Indonésie deviendraient des proches partenaires à la recherche d'une prospérité commune. L'apparition d'un triangle de croissance liant Bornéo et Mindanao est encore plus frappant, étant donné le conflit de longue date entre malaisiens et philippins concernant Sabah. Même aujourd'hui, un certain nombre de triangles de croissance de l'Asie du Sud-est concernent des pays ou des Etats qui sont impliqués dans des conflits territoriaux entre eux. Le fait qu'ils ont exprimé un engagement (financier, politique...) ferme en faveur des triangles de croissance suggère non seulement que ces problèmes bilatéraux ont été mis en veilleuse au profit d'une quête partagée de la prospérité, mais également qu'une telle interdépendance pourrait réduire davantage l'incitation à régler leurs conflits par des moyens militaires.

La sécurité intérieure est également améliorée dans des triangles de croissance en raison du développement économique qui se produit le long des frontières. Dans beaucoup de pays, les zones périphériques sont habitées par des minorités ethniques ou d'autres groupes socio-économiques marginalisés, qui sont souvent en conflit avec le gouvernement. Les avantages économiques d'une plus grande activité commerciale et de l'investissement frontaliers développeront ces zones marginalisées qui sont fréquemment négligées dans des stratégies de développement nationaux et par les investisseurs étrangers. La production d'une plus grande richesse pour les gens de la périphérie aidera à dissiper plusieurs des sources économiques de conflits entre les peuples de ces zones et le gouvernement central.

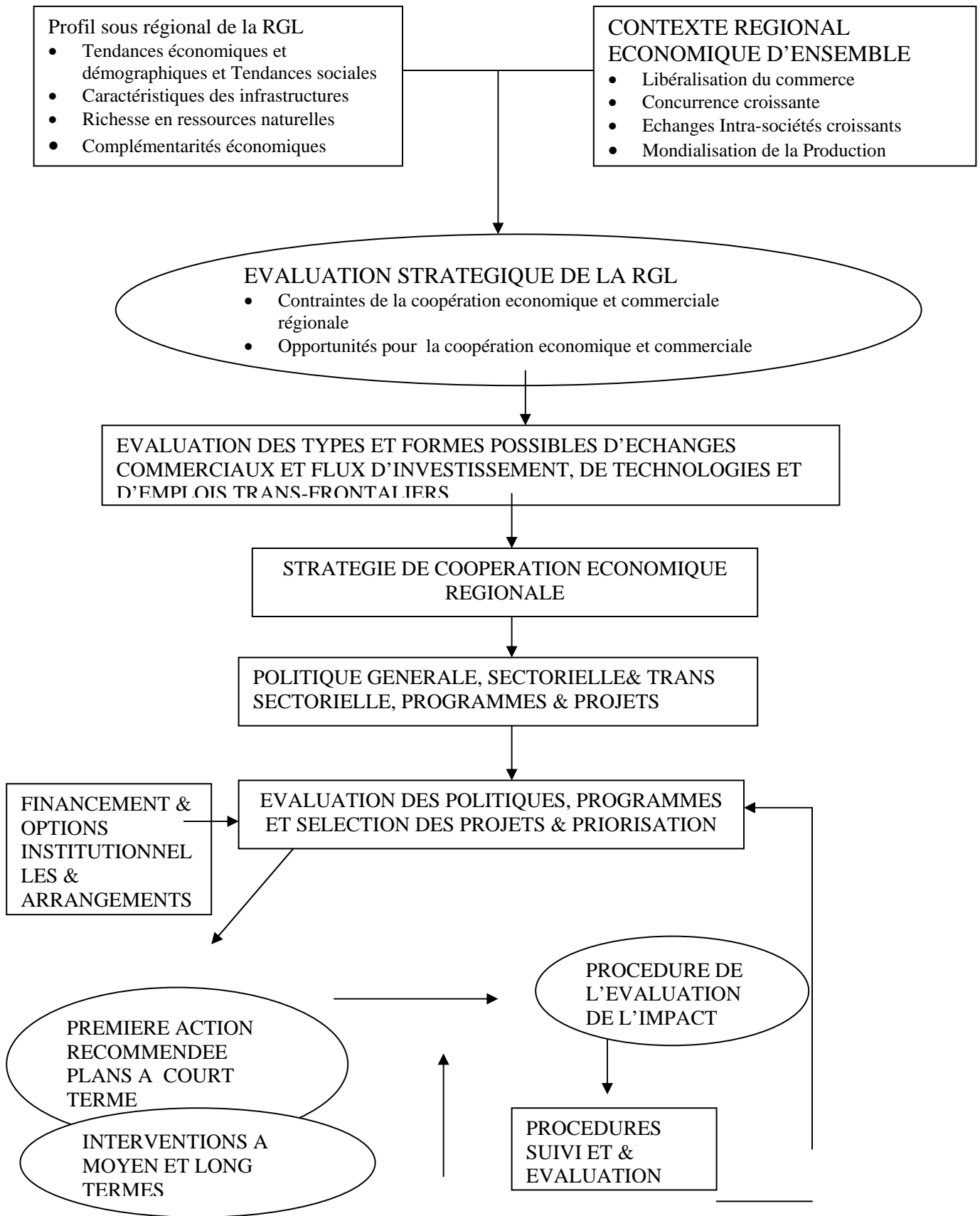
La justification sociale des triangles de croissance est étroitement liée aux justifications politiques et économiques. Les contacts accrus à travers les activités économiques transfrontalières aideront à favoriser la compréhension mutuelle des cultures, ce qui, en retour, renforcera la sécurité aux frontières. La justification sociale est identique à celle économique en ce sens que les citoyens impliqués dans le triangle de croissance auront probablement amélioré de façon substantielle leur niveau et leur qualité de la vie. Vraisemblablement, le développement économique apportera des avantages conséquents tels qu'une meilleure éducation, des services de santé améliorés, et une protection sociale plus raffinée.

De façon indiscutable, les ZC représentent une approche de la sécurité nationale basée sur le bien-être et l'intégration, qui si on la poursuit avec succès, aiderait à réduire les insurrections dans les régions frontalières des Etats intéressés. Le lien entre le "bien-être des peuples" et la "sécurité" demeure pertinent en Afrique, en général, et dans la RGL, en particulier, où "la problématique de la sécurité nationale" est souvent façonnée par le souci des régimes d'assurer leur légitimité et leur survie.

Si les ZCs sont suffisamment soutenues pour exister à la mesure de leur appellation, elles contribueraient à ce qu'on a appelé la LÉGITIMITÉ de Performance, par opposition à la LÉGITIMITÉ basée sur des identités primordiales et idéologiques des gouvernements centraux. D'ailleurs, les pays en voie de développement, y compris ceux de l'Afrique, qui réalisent des taux de croissances rapides par l'activité économique transactionnelle gagnent également en expertise par le traitement judicieux et transparent de leurs finances et en canalisant leurs ressources matérielles dans des activités de développement et d'assistance sociale. Ainsi, la stabilité et l'ordre internes sont les secteurs primaires de sécurité dans lesquels les ZCs pourraient apporter une contribution significative.

Déterminer la forme la plus appropriée de coopération économique régionale qui conduirait à une politique spécifique, un programme et à des recommandations de projet est au coeur de l'approche de l'étude telle qu'elle est proposée dans le tableau ci-dessous.

Figure: Approche d'Etude Proposée



II ème PARTIE

CADRE INSTITUTIONNEL POUR UNE CONSULTATION SOUS REGIONALE ET LA PREPARATION DE PROJET

La phase de lancement d'un triangle typique de croissance commence généralement par le sentiment d'un groupe de pays voisins qu'une certaine forme limitée et spécifique de coopération sous-régionale peut être utile et faisable. Les discussions informelles sont susceptibles de suivre, et peut-être, quelques consultations formelles initiales entre certains pays participants. À un certain moment, une évaluation plus complète est susceptible d'être exigée – à la fois dans et entre les pays participants - sur le potentiel de coopération sous-régionale, les contraintes de la coopération ; les secteurs où la coopération est susceptible de produire des avantages significatifs ou bien là où des avantages peuvent être générés relativement rapidement, avec des études sectorielles détaillées sur l'identification du projet préconisé ; et l'évaluation et la préparation des projets sous-régionaux prioritaires pour une exécution commune.

Un cadre institutionnel, de quelque manière qu'il soit, est alors nécessaire pour des discussions constructives sur les questions clés, les stratégies, et les projets dans et parmi les pays participants, de sorte que des accords fermes puissent émerger sur des initiatives communes. Un aspect très important d'un cadre institutionnel pour le développement d'un triangle de croissance est le fameux « facilitateur institutionnel tiers ».

Les pays participants sont d'habitude d'accord sur la coopération sous-régionale, pas sur la base des objectifs partagés, mais sur la base d'intérêts partagés. Ils apportent différentes perceptions et espérances sur les questions clés, les stratégies, les programmes et les activités. Dans ce contexte, une institution extérieure, qui est crédible à l'endroit de tous les participants, peut apporter une contribution importante en tant que facilitateur tiers à la fois au processus consultatif sous-régional et à l'identification et à la préparation des projets et des initiatives communément acceptables. Dans le cas de la plupart des triangles asiatiques de croissance, une institution régionale, la banque de développement asiatique, joue ce rôle de facilitateur (dans le cas du triangle de croissance du fleuve de Tumen en Asie du nord-est, une institution internationale, le PNUD, joue un rôle semblable.) Dans le cas du triangle de croissance de la Zambie-Malawi-Mozambique, le PNUD a joué le rôle de facilitateur.

Le rôle d'un facilitateur institutionnel tiers

Un facilitateur tiers peut contribuer au développement du triangle de croissance d'un certain nombre de manières : Offrir un forum ou un cadre pour faciliter le processus consultatif sous-régional.

L'orientation ici doit être de faciliter et de soutenir le processus consultatif parmi les pays participants, à la fois comme un « médiateur informels » et un soutien officiel aux réunions consultatives nationales et sous-régionales. Ceci peut inclure les activités suivantes :

- Aider les différents pays participants, jusqu'au degré requis, dans l'évaluation de la base et de la nature de la coopération sous-régionale selon leur perspective et intérêts particuliers ;
- Aider le groupe de pays dans l'évaluation conjointe de la base et de la nature de la coopération sous-régionale, afin d'identifier des programmes, des projets et des initiatives mutuellement acceptables ; et
- Aider en tant que « médiateur informel » à surmonter les points de désaccord parmi les pays participants sur des projets et des initiatives spécifiques d'exécution commune ;
- Fournir un cadre ou une plateforme ` neutre ' pour des consultations sous-régionales et faciliter le processus consultatif formel.

Dans ce rôle, le défi revient à l'institution de démontrer ses aptitudes ou capacités « politiques et diplomatiques » en aidant les pays participants à évoluer vers un accord et des initiatives spécifiques conjointes, et à accepter les "règles du jeu" pour la coopération entre pays.

Assister dans l'identification et la préparation des projets

Les triangles de croissance ne sont pas seulement des sujets de consultations et de discussions. Ils sont justifiés par des activités destinées à générer des projets et des initiatives de coopération spécifiques pour un avantage mutuel. Par conséquent, une deuxième contribution de l'institution facilitatrice implique d'aider directement dans l'harmonisation des politiques entre les pays participants. Cependant, la coopération politique peut être un processus sensible et complexe, où des accords peuvent émerger seulement de façon lente, le cas échéant. Commencer alternativement par se concentrer sur des projets spécifiques d'intérêt mutuel peut mener à un réajustement des politiques nationales, même si c'est à une capacité limitée (tout d'abord), afin d'assurer le succès du projet. Par exemple, pour que les avantages attendus d'une route transfrontière se matérialise, il faudrait d'abord aborder des questions tels que le dédouanement et les classifications douanières, les conditions d'octroi de visa, les frais de passage, et peut-être même l'évaluation des pratiques des prix, avant de toucher aux secteurs qui seraient plus difficiles à aborder sans ce contexte spécifique - et les impératifs d'un projet routier prioritaire. Dans ce contexte, le rôle d'un facilitateur peut alors comprendre ce qui suit :

- Aider dans la coopération politique directement ou par rapport aux projets spécifiques du triangle de croissance ;
- Aider à l'identification et au choix des secteurs de coopération prioritaires ;
- Aider dans les études sectorielles destinées à identifier des projets et initiatives sous-régionaux prioritaires ; et
- Aider à la préparation des projets et initiatives sous-régionaux pour leur exécution.

Dans ce rôle, le défi est simultanément lié à la compétence technique et à l'impartialité de l'institution, en aidant à identifier et préparer des projets sous-régionaux techniquement viables, politiquement acceptables et économiquement bancables pour une exécution conjointe.

Aide dans la mobilisation de ressources et dans la gestion des risques

La troisième contribution qu'un facilitateur institutionnel peut apporter au développement d'un triangle de croissance est de stimuler l'intérêt et la participation des donateurs internationaux (bilatéraux et multilatéraux), et des investisseurs privés, tant des pays participants que ceux extérieurs à la sous région, y compris d'aider à réduire les risques perçus. Ceci peut être particulièrement efficace, si l'institution facilitatrice est une banque de développement multilatéral/régional telle que la Banque Africaine de Développement.

Le défi institutionnel

En résumé, les institutions régionales et internationales peuvent jouer un rôle important comme facilitateurs de la coopération sous-régionale, si cela est désiré par les pays participants, en fournissant un cadre institutionnel visant à soutenir le développement des initiatives sous-régionales viables. Elles peuvent également être une source principale d'aide financière et technique, y compris l'aide à la mobilisation des financements internationaux, officiels et privés, et l'aide à ramener la confiance des investisseurs en termes de réduction des risques. Ceci pose de nouveaux défis importants pour des institutions capables de jouer ce rôle tel que la Banque Asiatique de Développement (ADB) - impliquée dans trois des quatre triangles de croissance en Asie du Sud-est - et le PNUD, qui joue le rôle de facilitateur dans la région de développement du fleuve de Tumen.

Etant donné son rôle principal dans le triangle asiatique de croissance, l'ADB sera utilisé comme exemple.

En tant que facilitateur du triangle de croissance, une institution comme l'ADB doit combiner les capacités « politiques ou diplomatiques » avec la compétence et l'impartialité techniques, en aidant un groupe de pays à définir conjointement des projets et des initiatives bancables et acceptables, et à lier celles-ci aux conditions de mobilisation de financements et de ressources. Dans ce contexte, étant donné le défi principal de la mobilisation des ressources pour le développement du triangle de croissance, particulièrement les ressources du secteur privé, le défi qui revient à une institution telle que l'ADB, c'est celui d'aller au delà des « ouvertures » traditionnelles du secteur privé et d'explorer les mécanismes flexibles et innovateurs pour des partenariats secteur public/secteur privé : pour générer l'intérêt des investisseurs et la confiance dans les projets sous-régionaux et pour trouver des moyens efficaces de lier l'information technique des projets aux opportunités des triangles de croissance avec les décisions d'investissement des entreprises et d'investisseurs (c-à-d, marché de projets sous-régionaux). Ceci peut mener à une convergence des capitaux du secteur privé avec l'expertise technique et le rôle des institutions multilatérales, pour fournir un cadre efficace de mobilisation de ressources. En outre, étant donné la concentration traditionnelle sur le financement des activités spécifiques des pays, un défi important est de développer les mécanismes efficaces pour le financement des projets transfrontaliers, qui peuvent alors également agir en tant que prototype pour d'autres institutions financières internationales.

La question de la mobilisation de ressources est centrale dans le développement des triangles de croissance. Au plan institutionnel, une partie des fonds nécessaires peut être fournie par le système bancaire, mais il y aura un déficit significatif (ainsi que d'autres questions à considérer si le gouvernement est l'emprunteur). En outre, si la dette externe du secteur public des pays participants au développement du triangle de croissance est relativement haute, leur capacité d'emprunter les fonds additionnels à l'étranger sera contraignante.

La participation du secteur privé, à la fois par l'investissement direct et le portefeuille, est susceptible de constituer l'essentiel pour le développement réussi des triangles de croissance, particulièrement avec tous les triangles de croissance qui mettent en exergue la nature de leur marché. Ceci nous amène au rôle des sources de financement non traditionnelles ou alternatives. Le financement traditionnel se rapporte au prêt à travers le secteur public. Le financement alternatif se rapporte à tous les types de financement privés, le non-recours, le financement externe, et inclut l'investissement direct étranger (IDE), l'investissement de portefeuille de capitaux propres (y compris fonds du pays) et la dette privée non garantie. Avec la disponibilité limitée du financement traditionnel, ces sources alternatives devront être exploitées avec succès pour le développement du triangle de croissance.

III ème Partie

Illustration

1. Titre du projet : Développement d'un programme de développement durable commun pour l'utilisation du lac Victoria.

2. Secteurs d'exécution, pêcheries, traitement industriel

3. Pays ou sous région d'exécution: Ouganda, Kenya et Tanzanie

4. Objectifs:

Triangle de croissance: Fournir la capacité tripartite en vue de :

- augmenter la valeur ajoutée dans les activités de traitement et la main d'oeuvre ;
- planifier le développement à long terme d'infrastructures

Différents pays :

- mise à niveau des capacités professionnelles et des technologies; et accroître les investissements à long terme dans le traitement et le développement des infrastructures.

5. Justifications

Les trois pays sont bénis avec un lac ayant d'énormes ressources halieutiques et des potentialités dans le domaine du tourisme. L'une des façons de réduire le seuil de pauvreté des communautés c'est de devoir créer l'accès pour celles-ci aux ressources en poissons, et d'en faciliter la gestion par un organisme commun. Ceci réduirait en effet au minimum les conflits potentiels provoqués par des tentatives par des Etats de refuser aux communautés l'accès aux ressources halieutiques. Le lac a également un potentiel élevé de développement de l'énergie hydro-électrique, et le contrôle efficace de l'inondation des fleuves le long du lac pourrait améliorer l'élevage. La zone est également richement dotée de ressources en eau. Paradoxalement, la population autour du lac manque de l'eau potable, pendant que les réseaux routiers et électriques, particulièrement des cotés kenyans et tanzaniens, demeurent des produits rares.

Considérations environnementales : Éviter un modèle de développement déséquilibré et peu soucieux du respect de l'environnement au niveau du lac augmenterait, d'une façon plus durable, la capacité de cette zone unique d'attirer de nouveaux touristes. En raison de son caractère naturel unique, le développement de cette zone exige une gestion et une planification soigneuses des ressources naturelles, avec la désignation possible de quelques espaces en parcs nationaux, frontières naturelles et paysage protégé pour des buts stratégiques.

Considérations Économiques : Le développement commun des ressources halieutiques et de l'infrastructure exigeraient la gestion et la planification à caractère supranational pour dépasser les intérêts nationaux (en d'autres termes, une action commune pour l'avantage mutuel plutôt que les intérêts nationaux à court terme). Le coût d'établissement d'un tel organisme serait de loin moins que les avantages à réaliser par la mise en application de la politique de développement de pêcheries communes. Une décision politique pour remettre la responsabilité de la gestion et de l'exécution de la politique conjointe à un comité de pilotage régional est nécessaire.

Considérations non-économiques : La stabilité politique et régionale pourrait être augmentée par la coopération ; et des activités de la Communauté de l'Afrique de l'Est pourraient être favorisées.

6. Portée et composantes

Description des résultats escomptés :

- gestion de ressources par l'établissement d'un Comité mixte sur la gestion de ressources du lac (CMGRL), et le développement de la culture, de la technologie, et des politiques développées.
- soutien tripartite aux politiques de pêche
- planification d'infrastructures pour le secteur (réseaux routier et électrique)
- centre de développement des pêcheries
- Compagnie Tripartite de pêcheries en Joint-venture
- traitement de poissons (par exemple, par congélation, mise en boîte, fabrication de farine de poisson)

Agences d'Exécution ou entités du secteur privé :

- exécution des politiques convenues sur une base coopérative
- CMGRL
- Ministère de l'Agriculture, Direction Générale (dg) des pêches dans les pays concernés
- Ministère des Transports
- Compagnie Tripartite de pêcheries en Joint-venture
- Compagnies privées de capture et de traitement

Mesures de succès ou de progrès :

- captures et traitement améliorés
- réduction des conflits
- développement des infrastructures et des nouveaux équipements de traitement
- accès accru des communautés aux ressources en poissons et leur niveau de pauvreté réduit

7. Chronogramme

Programme d'exécution : Immédiat

Calendrier des impacts prévus : Immédiat, moyen et long terme

8. Ressources requises et estimations des coûts préliminaires

-----USD 500.000.00

9. Importance et distribution estimées des avantages

- moisson accrue et traitement de poissons jusqu'à 100.000 tonnes
- emplois créés dans la pêche (réduction du sous-emploi et du chômage parmi les pêcheurs) et dans le traitement (jusqu'à 20.000 emplois) ; emplois supplémentaires pour la population dans la zone concernée

10. Impact

Réduction de la pauvreté : les communautés de pêcheurs qui sont appauvries dans la zone trouveront des opportunités

Développement des ressources humaines, y compris le rôle des femmes
Coopération sud-sud, ou coopération technique entre pays en voie de développement, transfert de connaissances, particulièrement aux nouvelles recrues, des emplois pour les femmes dans le traitement du poisson

Environnement : Stabilisation positive à long terme de la ressource

11. Sources de financement potentielles

- budgets de gouvernements nationaux
- assistance technique ou prêts des agences multilatérales de développement
- investissement privé dans le secteur du traitement de poissons

12. Priorité sectorielle au sein du projet de développement

Priorité très élevée. La coopération dans le domaine de la pêche est la complémentarité la plus évidente et la meilleure démonstration de l'engagement possible au niveau politique.